



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Mali

Question au Gouvernement n° 572

Texte de la question

AIDE AU DÉVELOPPEMENT DU MALI

M. le président. La parole est à M. François de Rugy, pour le groupe écologiste.

M. François de Rugy. Monsieur le président, chers collègues, avant d'interroger le Gouvernement sur le Mali, je souhaite exprimer la profonde solidarité des députés écologistes à la famille des otages enlevés au Cameroun ainsi qu'à la famille du soldat français tombé hier matin dans le massif de l'Adrar.

Ma question s'adresse au ministre chargé du développement.

Monsieur le ministre, depuis six semaines maintenant, les forces armées françaises sont engagées dans une intervention au Mali. Après avoir repris les villes du nord, elles sont entrées dans une seconde phase de ce conflit, moins intense mais tout aussi essentielle pour gagner la paix. Comme nous l'avions expliqué lorsque nous avons apporté notre soutien à l'opération Serval, ce second temps de l'intervention est également celui de la reprise de la coopération et de l'aide au développement. À la suite de l'adoption par les autorités maliennes d'une feuille de route pour la stabilité, qui prévoit notamment la tenue d'élections au mois de juillet prochain, l'Union européenne a annoncé la reprise de sa coopération avec le Mali à hauteur de 250 millions d'euros. Dans ce cadre, vous avez confirmé hier que la France débloquerait une enveloppe de 150 millions d'euros, enveloppe gelée depuis le coup d'état du 22 mars 2012.

Comment comptez-vous garantir une équitable répartition territoriale de cette aide, alors que les difficultés de développement spécifiques au Nord-Mali ont été l'une des causes de l'affaiblissement, pour ne pas dire de l'effondrement, de l'État malien ? Alors que vous revenez d'un déplacement de deux jours au Mali, pourriez-vous nous éclairer, monsieur le ministre, sur les priorités de cette aide au développement et sur les relais sur place pour la reprise de la coopération ?

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du développement.

M. Pascal Canfin, *ministre délégué chargé du développement*. Monsieur le député François de Rugy, vous venez de le dire, j'étais au Mali lundi et mardi. Laissez-moi vous donner quelques exemples qui illustrent la situation sur place.

Plusieurs députés du groupe UMP. Allô ? Allô ?

M. Pascal Canfin, *ministre délégué*. Un peu de tenue, mesdames et messieurs de l'opposition, et même un peu de retenue ! (*Très vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

La situation sur place est la suivante. Il y a aujourd'hui trente minutes d'eau et d'électricité par jour à Kidal, trois heures d'électricité à Tombouctou. Les banques où était placée l'épargne des habitants ont été pillées par les groupes terroristes. Tout est donc à refaire.

Dans ce contexte, quelles sont les initiatives prises par la France ?

La première, c'est de relancer l'aide publique au développement qui avait été gelée. Ce sont les 150 millions d'euros dont vous venez de parler.

La deuxième, c'est d'organiser à Bruxelles, avec l'Union européenne, une grande conférence internationale des donateurs pour mobiliser la communauté internationale au service du développement du Mali.

La troisième, c'est de mobiliser l'ensemble des collectivités locales qui ont des partenariats, qui font de la coopération décentralisée avec le Mali. Beaucoup d'entre vous, mesdames et messieurs les députés, sont concernés en tant qu'acteurs en circonscription. Cent villes françaises sont concernées. Avec Laurent Fabius,

nous les réunirons le 19 mars prochain, à Lyon.

La quatrième, c'est de travailler avec les diasporas. Il y a plus de 100 000 franco-maliens installés sur notre territoire. Nous voulons qu'ils puissent contribuer, eux aussi, au développement du Mali.

Monsieur le député, la France a été au rendez-vous, Jean-Yves Le Drian le rappelait à l'instant, pour aider le Mali à retrouver l'intégrité de son territoire. Elle sera aussi au rendez-vous du développement.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe écologiste.)

Données clés

Auteur : [M. François de Rugy](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 572

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Développement

Ministère attributaire : Développement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 février 2013](#)